

Unité départementale de la Marne

Reims, le 29 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



AUREADE

AV DES CRAYERES
ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE
51520 LA VEUVE

Références : SM3 SLL n°D3i 2022-566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2022 dans l'établissement AUREADE implanté AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 LA VEUVE. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Celle-ci a porté sur le plan de surveillance environnementale. Lors de cette visite, il a également été abordé les projets et dossiers en cours pour les UVEA Auréade à La Veuve et Remival à Reims.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUREADE
- AV DES CRAYERES ZONE INDUSTRIELLE DE LA VEUVE 51520 LA VEUVE
- Code AIOT dans GUN : 0005702761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'unité de valorisation de déchets de La Veuve est implantée depuis 2006 et exploitée par la société AUREADE. Cette installation se compose :

- d'une unité d'incinération (UVE) à partir de déchets ménagers et de boues de stations d'épuration associée à une unité de valorisation énergétique (production d'électricité),
- d'une unité de valorisation agronomique (UVA) (plate-forme de compostage) à partir de déchets verts.

Les mâchefers produits par l'UVE sont traités et maturés sur le site en vue d'une utilisation en technique routière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Résultats de campagne	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	/	Lettre de suite préfectorale
Stockage de bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 7.3.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Obligation de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	/	Sans objet
Programme de plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	/	Sans objet
Fréquence	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la revue documentaire, il a été remarqué des imprécisions dans le rapport annuel d'activité du site Auréade pour l'année 2021. L'inspection propose d'inviter l'exploitant à prendre en compte les remarques de l'inspection pour la rédaction de son rapport annuel d'activité 2022.

De plus, lors de la visite du site, il a été remarqué la présence de bouteilles de gaz pour lesquelles les zones de stockage ne sont pas identifiées à risque. L'exploitant est invité à mettre à jour ses plans pour les faire apparaître et mettre en place un panneautage indiquant les risques au niveau des stockages. Une communication devra être réalisée auprès des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Un projet de lettre préfectoral en ce sens est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Obligation de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise en place d'une surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement
Constats : Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002, l'exploitant a mis en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2022, programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.
Constats : Dans le cadre du programme de surveillance, l'article 63 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et l'article 31 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 sont complétés par une prescription spécifique à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-APC-150-IC en date du 04/11/2011. Cette prescription est relative au suivi des rejets atmosphériques. Elle impose: <ul style="list-style-type: none">- des mesures en continu sur les poussières totales, les COT, les chlorures d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre les oxydes d'azote et l'ammoniac;- des mesures en continu dans les gaz de combustion pour les paramètres suivants: monoxyde de carbone, oxygène et la vapeur d'eau;- des mesures en semi-continu pour les dioxines et les furanes. L'ensemble des paramètres mesurés font également l'objet d'un contrôle par un laboratoire extérieur accrédité.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence
Prescription contrôlée : Les modalités de suivi et de mise en place du plan de surveillance
Constats : L'exploitant effectue: <ul style="list-style-type: none">- les mesures sur les rejets atmosphériques conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/2011. Chaque mois, un rapport est transmis à l'inspection et chaque dépassement en dioxines et furannes fait l'objet d'une contre-analyse par un laboratoire accrédité. L'exploitant recherche systématiquement les causes des dépassements;- les mesures dans les eaux pluviales sont réalisées en 2 points dans les bassins du site, une fois par an. En 2021, l'ensemble des eaux pluviales ont été réutilisées dans le process. Il n'y a pas eu de rejet dans l'environnement;- les mesures des eaux souterraines sont réalisées depuis 3 piézomètres. Les analyses sont semestrielles. En 2021, elles ont été réalisées en avril et en octobre;- les mesures de retombées atmosphériques font l'objet de campagne de mesures réalisées par ATMO GRAND EST. En 2021, la campagne a eu lieu du 12 mai au 10 juin;- les compost produits sur site sont analysés par lot afin de vérifier s'ils sont commercialisables;- les mâchefers produits sur site sont analysés par lot. Tous les lots analysés en 2021 sont valorisables en technique routière. Un prévisionnel des contrôles a été transmis à l'inspection pour l'année 2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Résultats de campagne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2022, Résultats de campagne
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse de tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son rapport annuel d'activité pour l'année 2021 (version du 30/06/2022). Celui-ci appelle les remarques suivantes: - tableau des mesures sur les rejets à la cheminée en pages 19 et 20: les limites réglementaires ne sont pas explicites. De plus, il existe des erreurs de ces valeurs (par exemple: valeur limite des poussières: 10 au lieu de 6 mg/Nm3); - mesures des eaux souterraines en page 25: la référence des valeurs de référence est imprécise. En effet, il est simplement noté "arrêté du 11/01/2007". De plus, il n'est pas précisé la position des piézomètres par rapport au sens de la nappe (amont/aval); - mesures des retombées atmosphériques en page 27: le rapport de suivi d'ATMO GRAND EST n'a pas été annexé au document. L'exploitant l'a transmis par courriel en date du 18/07/2022. Proposition de l'inspection: Dans le cadre du rapport annuel 2022, l'inspection invite l'exploitant à prendre en compte les remarques ci-dessus afin d'améliorer son document.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Stockage de bouteilles de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2004, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque. Ce risque doit être signalé.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté la présence de plusieurs stockages de bouteilles de gaz. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra recenser ses stockages et indiquer les risques au sein de l'exploitation mais aussi sur les plans de gestion des risques. Une mise à jour des plans devra être transmise à l'inspection des installations classées et aux services de secours.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale